



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

GIAT-Industries et SOCATA

Question orale n° 1197

Texte de la question

M. Jean Glavany appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation du bassin d'emplois tarbais qui subit de plein fouet les restructurations de l'industrie de défense qui touchent à la fois le GIAT et la SOCATA, filiale de l'Aérospatiale. Il lui indique que, le 22 juillet dernier, le délégué interministeriel aux restructurations de défense, venu sur place, s'est vu remettre par l'ensemble des élus locaux un plan de reindustrialisation du bassin tarbais contenant 15 propositions précises et concrètes et que, quatre mois après, le Gouvernement n'a toujours pas apporté la moindre réponse à ces propositions, ce qui apparaît en parfaite contradiction avec les déclarations bienveillantes et optimistes quant à la volonté de l'État de venir en aide au bassin d'emplois tarbais. Pire, tant pour le GIAT que pour la SOCATA, les dernières nouvelles ne sont pas rassurantes : pour le GIAT, le plan de retour à l'équilibre (PRE) apparaît d'autant plus inacceptable aux élus locaux, aux responsables syndicaux et associatifs qu'aucun avenir industriel n'est trace, ni dans les domaines de l'armement ni pour une éventuelle diversification. On a le sentiment que l'on se contente d'opérer des coupes claires sans définir de projet à moyen ou long terme ; pour la SOCATA, l'annonce du contrat d'Airbus à l'exportation avait fait naître un très grand espoir, aujourd'hui démenti par le maintien du plan social qui traduit concrètement une politique de démantèlement du territoire puisqu'on licencie pour embaucher à Toulouse, la capitale régionale. Il lui demande donc quand s'ouvriront de véritables négociations pour la reindustrialisation du bassin tarbais et, en particulier, quand l'État daignera apporter des réponses aux 15 propositions avancées par les élus des Hautes-Pyrénées et saluées unanimement comme sérieuses et crédibles.

Texte de la réponse

M. le président. M. Jean Glavany a présenté une question no 1197.

La parole est à M. Jean Glavany, pour exposer sa question.

M. Jean Glavany. Monsieur le ministre de la défense, je souhaite appeler une nouvelle fois votre attention sur la situation du bassin d'emploi tarbais qui subit de plein fouet les restructurations de l'industrie de défense qui touchent à la fois le GIAT et la SOCATA, filiale d'Aérospatiale.

Le 22 juillet dernier, le délégué interministeriel aux restructurations des industries de défense, venu sur place pour plusieurs réunions de travail, s'est vu remettre par l'ensemble des élus locaux et des responsables syndicaux et associatifs regroupés dans un comité de défense local un plan de reindustrialisation du bassin tarbais qui contient quinze propositions précises et concrètes. Or, quatre mois après, le Gouvernement n'a toujours pas apporté la moindre réponse à ces propositions, ce qui apparaît en parfaite contradiction avec les déclarations d'intention bienveillantes et optimistes quant à la volonté de l'État de venir en aide au bassin d'emplois tarbais. Pire, les dernières nouvelles concernant aussi bien le GIAT que la SOCATA ne sont pas rassurantes.

Pour le GIAT, le plan de retour à l'équilibre - c'est comme cela qu'il s'appelle - apparaît d'autant plus inacceptable aux élus locaux et aux responsables syndicaux et associatifs qu'aucun avenir industriel n'est trace, aucun investissement n'est prévu, aucun nouveau programme n'est annoncé ni dans les domaines de l'armement - c'est-à-dire dans celui des savoir-faire traditionnels de GIAT - ni pour une éventuelle diversification.

On a le sentiment que l'on se contente d'operer des coupes claires sans definir de projets a moyen ou a long termes, ce qui engendre l'inquietude voire le desespoir dans l'etablissement.

Pour la SOCATA, l'annonce du contrat mirifique d'Airbus a l'exportation avait fait naitre un tres grand espoir, aujourd'hui dementi par le maintien du plan social qui prevoit la suppression de plus de 200 emplois et qui traduit concretement une politique de «demenagement du territoire» puisque le groupe Aerospatiale licencie a Tarbes pour embaucher a 200 kilometres de la, a Toulouse, la capitale regionale, qui n'est pas la plus defavorisee de la region.

Monsieur le ministre, quand pourront s'ouvrir de veritables negociations pour la reindustrialisation du bassin tarbais ? Quand l'Etat daignera-t-il apporter des reponses aux quinze propositions avancees par l'ensemble des elus politiques et des responsables syndicaux et associatifs des Hautes-Pyrenees ? Je le rappelle, celles-ci avaient ete unanimement saluees comme originales, serieuses et credibles.

M. le president. La parole est a M. le ministre de la defense.

M. Charles Millon, ministre de la defense. Monsieur le depute, avant de repondre precisement a votre question, je ferai quelques rappels car il ne faut pas avoir la memoire courte. La situation difficile du GIAT n'est pas apparue comme cela un beau matin lorsque ce gouvernement s'est installe et que j'ai pris en charge le ministere de la defense. Elle se degrade regulierement depuis 1990 faute, sans doute, de courage politique ou de previsions economiques.

J'ai demande a la direction du GIAT de mettre en oeuvre un plan de redeploiement, de redressement et de retour a l'equilibre, car une entreprise qui accumule les deficits ne peut assurer son developpement futur. Cette condition est indispensable si l'on veut developper l'exportation, engager la mise au point de nouveaux produits et garantir la perennite des emplois.

Aujourd'hui, la direction, les cadres et les salaries de GIAT conjuguent tous leurs efforts pour la mise en oeuvre de ce plan de retour a l'equilibre. Il serait bon que la representation nationale, unanime, les soutienne dans leur action et leurs efforts.

Vous m'avez interroge sur les propositions d'industrialisation soumisees par les elus tarbais. Certaines d'entre elles, comme la revalorisation des terrains militaires pour le developpement du pole universitaire tarbais, la creation d'une zone d'accueil d'entreprises a la communaute des communes de Tarbes, les projets industriels dans la mecanique, les moteurs d'aviation ou la pyrotechnie civile, sont interessantes et font actuellement l'objet d'etudes. Des elements pratiques pourront ainsi etre donnees lors du futur comite interministeriel aux restructurations. Les decisions du Gouvernement devraient etre prises dans les prochaines semaines, et je ne manquerai pas de les faire connaitre aux elus tarbais.

Il n'est pas question pour nous de retenir des propositions qui correspondraient au maintien de la situation actuelle, car des modifications sont indispensables si l'on veut mettre en oeuvre un veritable plan de redressement. Nous ne voulons pas non plus revenir en arriere comme d'autres nous le suggerent; il convient au contraire de faciliter le redeploiement et le redressement de la societe GIAT.

M. le president. La parole est a M. Jean Glavany.

M. Jean Glavany. Monsieur le ministre, permettez-moi d'abord de vous remercier de votre reponse.

Cela dit, je n'ai pas la memoire courte, pas plus, j'imagine, qu'aucun de mes collegues, mais je n'aime pas beaucoup cette eternelle evocation de l'heritage.

M. le ministre de la defense. Ce n'est pas l'heritage, c'est une situation !

M. Jean Glavany. Je me souviens tout de meme que le premier plan drastique de suppressions d'emplois au GIAT date de 1987. Vous n'etiez pas au gouvernement, mais vous apparteniez a la majorite qui le soutenait. Par ailleurs, vous etes de nouveau aux affaires depuis plus de trois ans. Si vous pouvez toujours evoker l'heritage, il faudrait aussi savoir assumer vos responsabilites.

Pour ce qui concerne le retour a l'equilibre, deux conceptions s'imposent: la vision uniquement financiere, qui consiste a supprimer purement et simplement, et ce que j'appelle la theorie des moins: moins tant de departs a la retraite, moins tant de reclassements dans les administrations, moins tant de requalifications ou de mutations internes; on ne trouve jamais de plus.

Le plus frappant dans le plan de retour a l'equilibre est l'absence de projet a moyen ou long terme, si l'absence de previsions d'investissement, l'absence de positif, de constructif. Les elus du bassin tarbais ont essaye de mettre toutes les donnees noir sur blanc pour solliciter des reponses. Je vous remercie d'ailleurs, monsieur le ministre, de l'appréciation positive que vous avez portee sur notre travail. Nous avons formule des propositions concretes en toute bonne foi, avec le sens des responsabilites et la volonte d'avancer. C'est pourquoi nous

attendons des reponses avec impatience.

Monsieur le ministre, vous venez de dire que vous ne vouliez pas revenir en arriere. Je veux bien prendre votre affirmation pour argent comptant, si j'ose dire, mais il nous semble qu'enormement d'argent est investi, j'allais dire englouti, dans ce plan de retour a l'equilibre et dans un plan social, alors qu'il aurait pu etre utilise de maniere plus positive, notamment dans la mise en oeuvre d'un projet a moyen et long terme pour construire un avenir industriel a GIAT. Or cet avenir n'apparait aujourd'hui dans aucune des propositions qui nous sont presentees.

M. le president. La parole est a M. le ministre.

M. le ministre de la defense. Monsieur Glavany, je prends acte de votre satisfaction au moins partielle.

M. Jean Glavany. Tres partielle !

M. le ministre de la defense. J'aimerais toutefois rappeler, par votre intermediaire, plusieurs elements d'information aux Tarbais.

Aujourd'hui Tarbes a deux regiments...

M. Jean Glavany. C'est vrai !

M. le ministre de la defense... lesquels vont etre professionnalisés. En consequence le pouvoir d'achat qui sera disponible dans ces regiments sera multiplie par deux et demi. Il s'agit donc d'une situation particuliere, et meme exceptionnelle, mais voulue par le ministere de la defense qui a decide le maintien et la professionnalisation de ces deux regiments a Tarbes parce que nous savions que la situation economique et industrielle etait difficile.

M. Jean Glavany. En somme, c'est moins grave que si c'etait pire !

M. le ministre de la defense. Ne plaisantez pas sur ce sujet ! Faites-le a Tarbes et vous verrez !

M. Jean Glavany. Je ne plaisante pas !

M. le president. Je vous en prie, seul M. le ministre a la parole.

M. le ministre de la defense. Je rappelle aussi qu'il n'y a eu aucun licenciement sec. Je veux bien que l'on estime que nous utilisons trop d'argent pour mettre en oeuvre les plans sociaux, mais je suis persuade que si, demain, on mettait les gens a la porte sans tenir compte de leur situation, le meme M. Glavany viendrait m'expliquer qu'il s'agit d'un plan antisocial !

Sur certains sujets, il conviendrait d'eviter d'engager des querelles politiques. Chacun sait que la situation du GIAT est tres difficile. Le retour a l'equilibre est necessaire et certains points positifs sont deja acquis: professionnalisation des regiments, gestion sociale de la question, developpement de l'ouverture sur l'exterieur et prospection de marches etrangers par le GIAT pour essayer de trouver de nouveaux debouches, prise en compte de projets tels ceux que les elus tarbais nous ont soumis.

Dans un contexte aussi difficile, il faut essayer d'assumer au mieux. Merci, monsieur Glavany, de vous associer a nos efforts pour qu'ils puissent aboutir.

Données clés

Auteur : [M. Glavany Jean](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 1197

Rubrique : Armement

Ministère interrogé : défense

Ministère attributaire : défense

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 novembre 1996, page 7209

Réponse publiée le : 27 novembre 1996, page 7519

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 novembre 1996